



Venezuela : Hugo Chavez : Le phoenix tranquille

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 09 octobre 2012

«Si le climat était une banque, les pays occidentaux l'auraient sauvé» Hugo Chávez

On a tout dit de Chávez en Occident si ce n'est pour le présenter encore et toujours sous un jour couleur de soufre. Qu'a-t-il fait de répréhensible pour mériter pareille opprobre? Assurément les élections de ce dimanche 7 octobre où 19 millions d'électeurs sont invités à élire un nouveau président de la République, seront un test de l'impopolarité ou de l'affection que lui portent les Vénézuéliens. Il aura à affronter six candidats. Maria Bolivar, juriste de 37 ans, qui propose d'éradiquer le flou qui ronge le pays, à savoir l'insécurité par l'amour, l'éducation et le sport. Reina Sequera, syndicaliste de 49 ans, qui propose de rendre les richesses pétrolières du pays aux Vénézuéliens, en versant un million de dollars à chaque habitant. Luis Reyes, un avocat de 52 ans, veut partir en croisade contre l'insécurité, Bible en main, et il y a Henrique Capriles le candidat de la droite capitaliste soutenu par l'Empire...

Qui est Hugo Rafael Chávez Frías?

Hugo Chávez, né le 28 juillet 1954 à Sabaneta, dans les llanos, dans le sud du Venezuela, est le 52e et actuel président de la République bolivarienne du Venezuela depuis le 2 février 1999. Fervent opposant à l'impérialisme et au capitalisme néolibéral, Chávez est un fervent opposant de la politique étrangère des États-Unis. Il s'appuie sur des alliances fortes avec les gouvernements socialistes comme Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Equateur, Raul Castro à Cuba. Sa présidence est considérée comme une partie de la « vague rose » socialiste qui balaye l'Amérique latine. Il a soutenu la coopération entre l'Amérique latine et les Caraïbes et a contribué à la mise en place de l'Union des nations sud-américaines, de l'Alliance bolivarienne pour les Amériques, de la Banque du Sud, et du réseau régional de télévision Telesur. D'après le Times, il fait partie des 100 personnes les plus influentes du monde en 2005 et 2006.

Les avancées sociales au Venezuela

Jean-Luc Melenchon et Ignacio résumant assez bien la kabbale injuste contre Hugo Chávez. Nous lisons: «Hugo Chávez est sans doute le chef d'Etat le plus diffamé du monde.» À l'approche de l'élection présidentielle au Venezuela, le 7 octobre, ces diffamations redoublent d'ignominie. Tant à Caracas qu'en France. Elles témoignent du désespoir des adversaires de la révolution bolivarienne devant la perspective (que les sondages semblent confirmer) d'une nouvelle victoire électorale de Chávez. Un dirigeant politique doit être jugé sur ses actes, et non sur les rumeurs colportées contre lui. Ce n'est pas un hasard si la Foundation for Democratic Advancement (FDA), du Canada, dans une étude publiée en

2011, situe désormais le Venezuela en tête du classement des pays qui respectent la justice électorale. Et 80% de la presse écrite sont contrôlés par l'opposition. Enfin, l'institut américain de sondages Gallup classe le pays d'Hugo Chávez, 6e nation «la plus heureuse du monde.» (1)

Malgré toutes les manipulations malgré tous les coups tordus des médias vénézuéliens pour leur majorité aux ordres de l'opposition, c'est un fait, Chávez a mis en place une politique d'amélioration du niveau de vie des classes laborieuses – par une gestion sociale de la rente – Alors que le Venezuela vit la conjonction inédite d'un boom de croissance et d'une baisse de l'inflation, grâce à l'intensification des investissements sociaux, la construction massive de logements, le contrôle des prix en faveur des secteurs populaires; alors que le salaire minimum est le plus élevé du continent.

Nous publions ci-après le point de vue de l'historien Richard Gott, ex-rédacteur en chef du Guardian: «Il y a quelques années, alors que je voyageais dans l'avion présidentiel de Hugo Chávez avec un ami français du Monde diplomatique, on nous demanda notre avis sur la situation en Europe. Une évolution vers la gauche était-elle possible? Nous répondîmes avec le ton déprimé et pessimiste qui caractérisait les premières années du XXIe siècle. Ni au Royaume-Uni ni en France, ni ailleurs dans l'eurozone, nous ne discernions la possibilité d'une percée politique. «Dans ce cas, reprit Chávez avec un regard pétillant, nous pourrions peut-être vous venir en aide.» Il nous rappela l'époque de 1830 où les foules révolutionnaires arboraient dans les rues de Paris le chapeau de Simón Bolívar, le libérateur vénézuélien de l'Amérique du Sud qui allait mourir quelques mois plus tard. Le combat pour la liberté, dans le style de l'Amérique latine, était vu comme le chemin à suivre pour l'Europe. (...) Plus important que la prospection de pétrole bon marché, il y a le pouvoir de l'exemple. Il s'est opposé aux recettes de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et a bataillé avec force contre les politiques de privatisation qui ont abîmé le tissu social et économique de l'Amérique latine et avec lesquelles l'Union européenne menace à présent de détruire l'économie de la Grèce. Chávez a renationalisé les nombreuses industries, dont celles du gaz et du pétrole, qui avaient été privatisées dans les années 90.» (2)

Pour le syndicaliste vénézuélien Modesto Emilio Guerrero, une défaite du président Chávez «causerait des mouvements tectoniques dans la politique des Amériques tellement se concentrent, au Venezuela, plusieurs des principales conquêtes politiques de la dernière décennie latino-américaine». La défaite de Chávez est toutefois improbable. Des 124 sondages réalisés jusqu'à maintenant, au Venezuela, tant par des firmes gouvernementales que privées, 122 prévoient que l'actuel président l'emportera par une marge variant entre 8 et 22 points de pourcentage sur son opposant de droite, le gouverneur de l'État du Miranda, Henrique Capriles Radonski. (...) La récente adhésion du Venezuela au Mercosur n'a rien de plus pour plaire aux États-Unis car, par cette union, les deux entités qui préoccupent la Maison-Blanche se renforcent mutuellement. Avec le Venezuela, le Mercosur compte maintenant 70% de la population sud-américaine et son PIB représente 83,2% de celui du sous-continent. Son territoire occupe presque tout le littoral Atlantique et se projette jusque dans les Caraïbes.» (3)

Justement à propos d'élections

Il n'est pas étonnant de ce fait que les États-Unis traitent le gouvernement du Venezuela de dictature. Voici ce que Jimmy Carter a déclaré sur la «dictature» vénézuélienne il y a quelques semaines: «En fait, sur les 92 élections que j'ai observées, je dirais que le

processus électoral au Venezuela est le meilleur au monde.» Carter a eu le prix Nobel de la Paix pour son travail d'observation des élections via le Centre Carter, qui a observé et validé les précédentes élections vénézuéliennes. Mais parce que Washington cherche depuis plus de dix ans à délégitimer le gouvernement vénézuélien, son opinion est rarement répercutée. Ses derniers commentaires ont été ignorés par la quasi-totalité des médias US. Au Venezuela, les électeurs effleurent un écran d'ordinateur pour voter et reçoivent un reçu sur papier qu'ils vérifient et déposent dans l'urne. La plupart des bulletins papier sont comparés aux résultats électroniques. Ce système rend le trucage pratiquement impossible: Contrairement aux Etats-Unis, où lors d'une élection serrée, nous n'avons aucune idée du véritable vainqueur, les Vénézuéliens sont certains que leur vote sera compté. Le gouvernement vénézuélien a tout fait pour augmenter le nombre d'inscrits sur les listes électorales (qui atteint un niveau record de 97%) et la participation. (4)

L'opposition contrôle encore la majorité des médias, y compris la radio et la presse écrite – sans parler de la majorité des richesses et des revenus du pays. Depuis 2004, lorsque le gouvernement a pris le contrôle de l'industrie pétrolière et que l'économie s'est redressée après les tentatives dévastatrices et illégales de le renverser la pauvreté a été réduite de moitié et l'extrême pauvreté de 70%. (...) A Washington, la définition de la démocratie est simple: c'est lorsqu'un gouvernement obéit au département d'Etat. (...) Voici ce qu'a déclaré l'ancien président du Brésil, Lula da Silva, le mois dernier: «La victoire de Chávez ne sera pas seulement celle du peuple vénézuélien mais aussi la victoire de tous les peuples d'Amérique latine... cette victoire portera un coup supplémentaire à l'impérialisme.» (4)

Hugo Chávez le Phoenix qui renaît de ses cendres

Chávez donne l'impression qu'il est insubmersible malgré les tentatives nombreuses de coups d'Etat. Pourtant, Oscar Fortin nous informe que l'Empire a décidé de se débarrasser de Chávez et tous les coups sont permis. Il écrit: «(...) Voici que, maintenant, le président de la Banque mondiale (BM) nous annonce des interventions visant l'élimination du Président légitimement élu du Venezuela et dont la réélection est confirmée par tous les sondages. Lors d'une conférence, à l'occasion des cérémonies marquant le 30e anniversaire du centre d'analyse Inter-American Dialogue, a annoncé comme un fait sans retour que les jours de Chávez étaient comptés. (...) Pourquoi ses jours seraient-ils comptés? Est-ce en raison d'une élection à venir dont il connaîtrait à l'avance les résultats? Est-ce parce que le peuple vénézuélien n'en veut plus et qu'il est prêt à se révolter? Est-ce parce que Chávez est malade et qu'il n'en a plus pour longtemps à vivre? Est-ce encore parce que les États-Unis se préparent à le faire disparaître physiquement et à s'emparer des pouvoirs de l'État et du pétrole qui va avec?» (5)

«Dans son esprit poursuit Oscar Fortin, ce sera donc une bonne chose que cessent ces subventions pour que ces deux peuples ainsi que les autres qui en profitent se retrouvent en difficulté et se révoltent contre leurs dirigeants. Voilà une des raisons évoquées pour que les jours de Chávez soient comptés: mettre en difficulté Cuba et le Nicaragua. Il reprend, ici à son compte, le «mémoire» de Lester D. Mallory, sous-secrétaire d'État assistant aux Affaires interaméricaines des États-Unis sous la présidence d'Eisenhower.

La conclusion est que pour mettre fin à cette aide, à cette solidarité humaine, il faut que Chávez disparaisse, peu importe les moyens utilisés. Ce plan est déjà en place, permettant ainsi à ce monsieur «honorable» de dire que les jours de Chávez sont comptés. (..) Pour les États-Unis, il semble que ces pays affirment trop leur indépendance et souveraineté territoriale et réclament peut-être trop que l'on respecte leurs droits et leur liberté de

gouverner en référence au bien commun de l'ensemble de la société (5)

Pour se rendre de la stratégie occidentale de diabolisation de Chávez, le journaliste Michel Collon teste l'info qu'on nous donne en France et en Belgique. Début d'une petite série de test - médias sur Le Soir, Le Monde et d'autres... Chávez sera-t-il réélu ou bien sera-t-il remplacé par le candidat d'opposition Henrique Capriles Radonski? J'ai testé les divers articles consacrés à cette élection par le quotidien bruxellois, que je lis tous les matins après le petit-déjeuner. Puis, je suis allé voir aussi du côté du Monde français et d'autres médias. Ce qui frappe: ils disent tous la même chose. Mais quelles sont leurs sources? Et surtout: qu'est-ce qu'ils ne disent pas?» (6)

La politique de diabolisation de Chávez par les médias occidentaux

«Des manips, écrit Michel Collon, j'en ai relevé sur cinq points: 1. Pourquoi nous cache-t-on le programme de l'opposition? 2. Capriles est-il vraiment «un jeune nouveau»? 3. Chávez «antisémite» et dictatorial? 4. Qui menace d'une «guerre civile»? 5. Capriles peut-il gagner? Les grands médias européens présentent Capriles comme un grand démocrate progressiste, qui serait en fait un candidat de «centre gauche». Ses qualités? Il est plus jeune que Chávez et «plein d'énergie». Et à part ça?

«Tout en promettant de poursuivre les programmes sociaux actuels, (...) il a réussi à dépasser la pure opposition idéologique à Chávez». Qu'entend-elle par ce «dépassement»? Faudrait-il oublier qu'avant Chávez (sous l'actuelle opposition donc), 80% des Vénézuéliens étaient pauvres, voire très pauvres alors que l'élite se construisait des fortunes colossales avec l'argent du pétrole (...) Et Kiesel se démène énergiquement pour cacher que le programme de Capriles est néolibéral, radicalement à droite et ramènerait très vite les anciennes injustices. (...) Capriles veut aussi démanteler l'Etat central, pour l'empêcher de mener ces politiques sociales qui ne sont que gaspillage aux yeux des riches». (6)

«Qui donc est Capriles s'interroge Michel Collon? Il a d'abord été élu en 1998 député du parti démocrate chrétien COPEI. Quand ce parti néolibéral et ultra - corrompu a perdu tout crédit, Capriles a décidé avec d'autres de fonder Primero Justicia, un parti ouvertement de droite. Ce parti aura deux sources de financement: 1. Des fonds détournés illégalement de l'entreprise publique Pdvsa. 2. Des fonds versés par la CIA à travers ses habituels paravents: National Endowment for Democracy (NED) et International Republican Institute (IRI). Pour amener le lecteur européen à se méfier de Chávez, pour lui faire oublier ses extraordinaires réalisations sociales, les médias appliquent le principe permanent de la propagande de guerre: diaboliser. (...) En réalité, ce que Paranagua reproche à Chávez, c'est d'avoir osé critiquer publiquement Israël. Si vous êtes contre le sionisme, c'est-à-dire contre le colonialisme israélien, alors vous êtes contre les juifs, vous êtes un raciste. Mais non: c'est l'Etat d'Israël qui est raciste, et non ceux qui le critiquent. De nombreux juifs critiquent Israël. (...) Pourtant, Kiesel est bien obligée de reconnaître que les instituts de sondage donnent Chávez largement gagnant: entre 15 et 20 points d'avance. En réalité, quand les USA savent que leur protégé va perdre ils répandent quand même pendant des mois l'idée qu'il va gagner. Pourquoi? Pour préparer les esprits à l'idée que si Chávez gagne, c'est qu'il aura triché. Bref, Kiesel se comporte également en serial mediamenteuse, complice de coups d'Etat potentiels.» (6)

En conclusion, la victoire de Chávez ne doit rien au hasard. Les élections furent propres et honnêtes, près de 10 points d'écart avec Henrique Capriles qui a reconnu sa défaite et à félicité Hugo Chavez Il y a, cependant, une analogie avec la politique sociale et rentière de l'Algérie; la malédiction du pétrole risque de compromettre le développement s'il n'y a pas création de richesses. Peut-être que le moment est venu d'adosser chaque calorie exportée

à un développement endogène et pérenne car la rente pétrolière outre le fait qu'elle ne durera pas, stérilise tout effort pour s'en sortir par le savoir, le savoir faire en un mot l'effort et la sueur. C'est tout le bien que nous souhaitons au président Chavez qui a ainsi les coudées franches pour mettre en place les réformes rendues nécessaires par la marche du monde.

Prof. Emérite Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique Alger enp-edu.dz

1. <http://www.legrandsoir.info/pourquoi-Chávez.html>

2.

<http://www.legrandsoir.info/le-chapeau-de-bolivar-ou-les-lecons-d-economie-de-Chávez-pour-l-europe-the-guardian.html>

3.

And

Maltais

<http://www.mondialisation.ca/les-enjeux-continentaux-de-lelection-au-venezuela/>

4. <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2012/oct/03/why-us-d...>

5. <http://www.legrandsoir.info/l-empire-en-a-decide-les-jours-de-Chávez-sont-comptes.html>

6. <http://www.michelcollon.info/Chávez-5-mediamentonges-du-Soir-et.html>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca